

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
20 janvier 2004
Français
Original: anglais

**Lettre datée du 12 janvier 2004, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent de l'Irlande
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur d'appeler votre attention sur la déclaration que la présidence de l'Union européenne a faite le 9 janvier 2004, au nom de l'Union, sur les prisonniers politiques en Azerbaïdjan (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent de l'Irlande
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(*Signé*) Richard **Ryan**



**Annexe à la lettre datée du 12 janvier 2004,
adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent
de l'Irlande auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : anglais et français]

**Déclaration faite le 9 janvier 2004 par la présidence
de l'Union européenne, au nom de l'Union, sur les prisonniers
politiques en Azerbaïdjan**

L'Union européenne salue le décret officiel pris le 29 décembre 2003 par le Président azerbaïdjanais, gracieux 160 prisonniers, dont plus d'un tiers étaient des prisonniers politiques. L'Union européenne estime que l'Azerbaïdjan marque ainsi un progrès en ce qui concerne le respect de ses obligations à l'égard du Conseil de l'Europe. Toutefois, l'Union européenne demeure préoccupée par le sort des personnes arrêtées à la suite des troubles du 16 octobre 2003; elle engage les autorités azerbaïdjanaises à veiller à ce que ces personnes fassent rapidement l'objet d'un procès équitable et transparent ou soient libérées.

L'Union européenne encourage le Gouvernement azerbaïdjanais à continuer de faire montre de sa volonté de respecter ses engagements à l'égard du Conseil de l'Europe et de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe.

Chypre, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie et la Slovénie, pays adhérents, la Bulgarie et la Roumanie, pays candidats, ainsi que l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège, pays de l'AELE membres de l'Espace économique européen, se rallient à cette déclaration
